

Impact de la crise sanitaire sur les PFMP (périodes de formation en milieu professionnel) dans la voie professionnelle – Novembre 2020

Les enseignants ayant répondu à l'enquête enseignent pour une très large majorité essentiellement en Bac pro (88,2%). Pour 29,1% d'entre eux, ils enseignent en CAP et seuls 18,9% enseignent en BTS ; certains intervenant à plusieurs niveaux.

Ils relèvent à 83,5% de l'Education nationale et à 16,5% de l'enseignement agricole

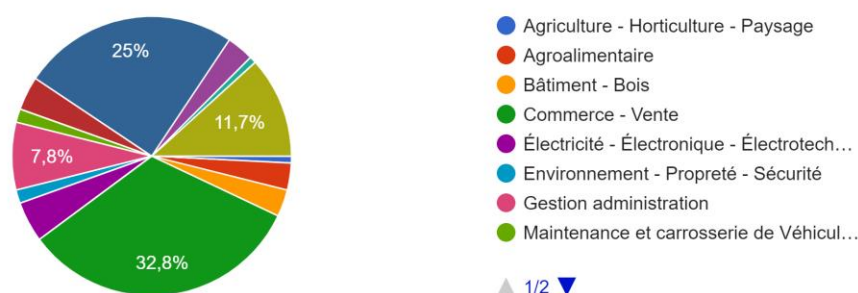
I - Les élèves

Concernant le stage, les enseignants sont 88,9% à déclarer qu'il est **plus difficile pour les élèves de trouver un stage depuis la rentrée 2020**

Les secteurs d'activité dans lesquels il est plus difficile pour les élèves de trouver un stage sont à 32,8% celui du Commerce et de la vente, à 25% celui du Sanitaire et Social, à 7,8% celui de la Gestion-Administration. 11,7% des enseignants font référence à d'autres secteurs d'activité que ceux proposés dans l'enquête, notamment ceux des Services à la personne, de l'Hôtellerie-Restaurant. La Communication, Laboratoire et Contrôle, Métiers d'Art, Signalétique et Communication visuelle, ...

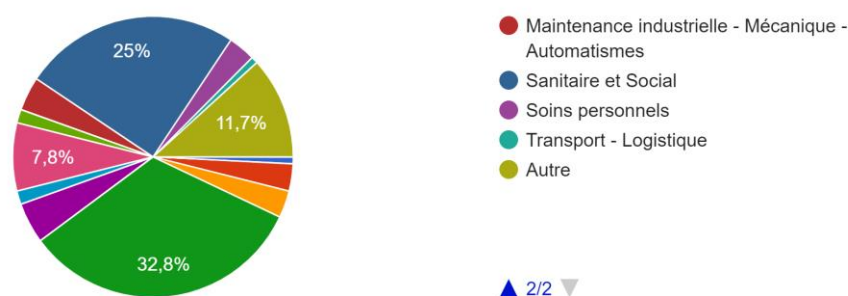
Si oui, dans quel secteur d'activité ?

128 réponses



Si oui, dans quel secteur d'activité ?

128 réponses



77,8% des enseignants déclarent que certains de leurs élèves se sont trouvés sans stage durant une partie ou la totalité de la période prévue. La raison essentielle tient à la fermeture des établissements devant les recevoir en stage en raison de la crise sanitaire

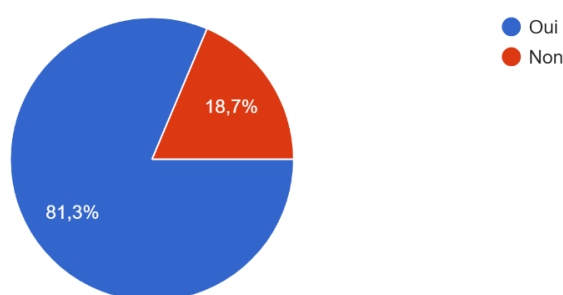
liée au Covid 19 (fermeture complète ou télétravail pratiqué). Parfois, ce sont les familles qui n'ont pas souhaité exposer leurs enfants et ont refusé de les laisser aller en stage.

II - Les entreprises

81,3% des enseignants déclarent en outre que **les entreprises se sont désengagées de l'accueil des élèves**, essentiellement dans les secteurs d'activité de la Vente et du Commerce (31,8%) et du Sanitaire et Social (29,1%). D'autres secteurs sont également ajoutés à ceux proposés par l'enquête. Il s'agit de ceux de la Communication visuelle, du Froid et de la Climatisation, de la Police municipale, de l'Informatique, des EHPAD et Crèches, de l'Hôtellerie-Restaurations, des Laboratoires et Contrôles notamment.

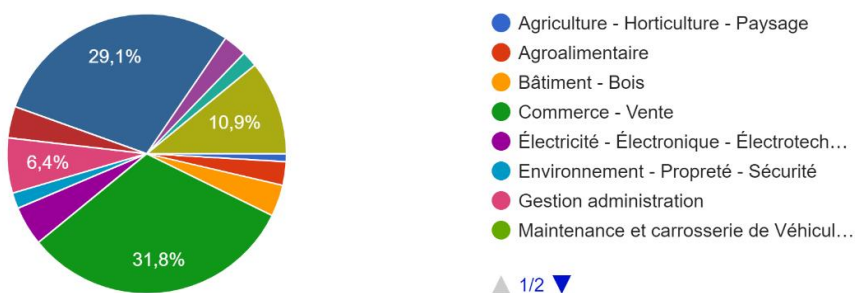
Depuis la rentrée, des entreprises se sont-elles désengagées de l'accueil de vos élèves ?

134 réponses



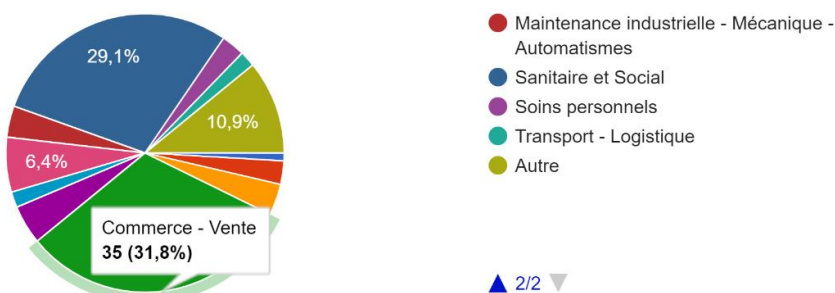
Si oui, dans quel secteur d'activité ?

110 réponses



Si oui, dans quel secteur d'activité ?

110 réponses

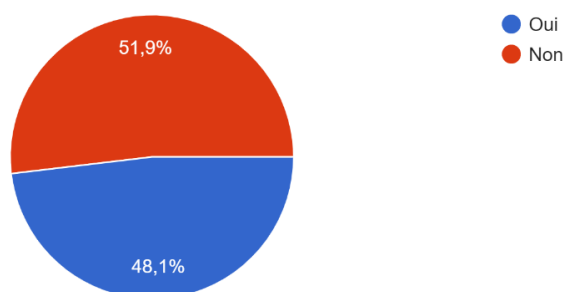


III – Les décisions de votre établissement

Malgré ces constats, 94,8% des établissements ont fait le **choix de ne pas annuler les PFMP** cette année scolaire. 60,6% des établissements n'ont pas non plus décidé de reporter les stages à une période plus favorable. Il a de ce fait été demandé aux élèves qui devaient partir en stage de trouver une autre entreprise (en grande distribution ou dans le secteur de la vente à emporter par exemple) pour les accueillir, ce qui n'a pas toujours été possible et a alors justifié un report de la période de stage, sous réserve que cela soit possible. Mais, il est à noter que dans certains établissements, les enseignants ont continué à faire cours avec les élèves qui ne pouvaient pas effectuer leur période de stage (les autres étant partis en stage).

D'effectuer des aménagements afin de permettre à tous les élèves de trouver un stage ?

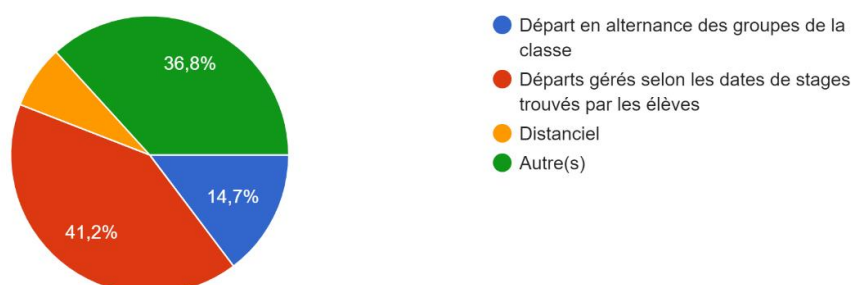
133 réponses



Certains établissements (51,9%) ont effectué des **aménagements afin de permettre à tous les élèves de trouver un stage**. Ils ont accepté pour 41,2% les départs en stage à **d'autres dates** en fonction des possibilités d'accueil des entreprises trouvées par les élèves ; d'autres (14,7%) ont accepté des **départs alternés** (par groupe d'élèves) plutôt que de s'en tenir à la même période pour tous les élèves ; d'autres encore (36,8%) ont imaginé d'autres modalités comme l'accueil des élèves restant dans d'autres classes, la diminution de quelques jours de la durée de stage, le décalage de quelques semaines de stage notamment.

Si oui, précisez les modalités :

68 réponses



A 50%, les enseignants reconnaissent que l'organisation choisie leur impose, à la fois, **d'enseigner aux présents et d'assurer le suivi des stagiaires**, ce qui n'est pas satisfaisant à leurs yeux.

Les raisons invoquées tiennent à la surcharge de travail générée par cette situation et à la difficulté de gérer la progression pédagogique. Les enseignants font aussi état de la difficulté à gérer des élèves qui partent en stage en décalé et donc de faire cours à un groupe-classe qui n'est jamais le même. En outre, le suivi des élèves partis en stage ne peut pas se faire en face-à-face ; il est donc effectué au téléphone, ce qui est loin d'être satisfaisant. Les enseignants pointent aussi les problèmes de l'inégalité des chances et de traitement qui sont renforcés eu égard aux multiples ajustements au cas par cas. A tout cela, s'ajoute la pression familiale à l'encontre du corps enseignant qui souhaite des réponses adaptées à la situation, réponses que ne peuvent pas toujours apporter les enseignants.

Certaines PFMP seront organisées en distanciel notamment dans les secteurs d'activité du Sanitaire et Social (33,3%), du Commerce (25%), de la Gestion-Administration (16,7%) notamment. Certains enseignants font remarquer qu'effectuer des PFMP en distanciel n'a pas de sens et que cela reste exceptionnel.

Des enseignants inquiets

Globalement, les enseignants qui ont répondu à l'enquête font remarquer que **le ministère ne prend pas du tout en considération les difficultés de terrain** auxquelles ils ont à faire face avec le COVID alors même qu'ils ont une **réforme en profondeur à mettre en place** induisant des départs en formation (formations chronophages), qu'ils se sentent bien seuls pour le faire et que surtout ils ne sont **pas du tout valorisés pour le travail considérable effectué.**

Ils s'inquiètent aussi de la situation économique de l'après COVID qui générera des fermetures d'entreprises, ce qui ne sera pas sans impacter la formation des élèves (problèmes pour trouver un stage par exemple).

Ils pointent également l'inquiétude croissante des élèves qui craignent que leurs examens ne soient pas validés s'ils ne peuvent pas effectuer leurs périodes de stage obligatoire. Le malaise s'accroissant du reste en raison du mutisme des IPR des différentes filières, qui de toute façon, n'ont pas non plus de réponse à apporter aux enseignants qui les sollicitent.